

Repères chronologiques

Début du XVI^e siècle : premières expéditions cosaques au Caucase du Nord et début de la colonisation russe de la région.

1785-1791 : guerre de résistance à la colonisation russe sous la direction du cheikh Mansour.

1818-1864 : grande guerre du Caucase, qui se solde par la conquête du Caucase du Nord par l'armée tsariste et la décimation de nombreux peuples nord-caucasiens dont les Tchétchènes.

1917 : révolution russe. Proclamation d'un imamat tchétchéno-daghestanais.

1918 : proclamation d'une « République des montagnes » indépendante.

1921 : soviétisation de la République des montagnes au terme de la guerre civile.

1936 : création de la République socialiste soviétique autonome de Tchétchénie-Ingouchie.

23 février 1944 : déportation de l'ensemble des Tchétchènes et des Ingouches en Asie centrale, sous le prétexte de collaboration massive avec les nazis à l'instar d'autres peuples nord-caucasiens (Karatchaïs, Balkars). Près de 390 000 Tchétchènes et 92 000 Ingouches sont jetés dans des wagons à bestiaux. Des milliers d'entre eux périssent durant le convoi et durant la première année de déportation.

1957 : à l'initiative de Khrouchtchev, réhabilitation des « peuples punis ». La République socialiste soviétique autonome de Tchétchéno-Ingouchie est restaurée, les Tchétchènes et Ingouches sont autorisés à y revenir.

1989 : pour la première fois, un Tchétchène, Dokou Zavgaev, devient premier secrétaire du Parti communiste de Tchétchéno-Ingouchie.

1990 : montée des mouvements indépendantistes dans toute l'URSS et déclarations de souveraineté.

Aout 1991 : le Tchétchène Djokhar Doudaev, général de l'Armée rouge, soutient Boris Eltsine lors de la tentative de coup d'État à Moscou.

Septembre 1991 : coup de force des hommes de Doudaev qui renversent le soviet suprême de Tchétchéno-Ingouchie.

Octobre 1991 : élection controversée de D. Doudaev à l'élection présidentielle de Tchétchénie. Moscou déclare ce scrutin illégal.

Novembre 1991 : proclamation d'indépendance de la Tchétchénie par Doudaev. Les Ingouches se séparent de la Tchétchénie et fondent la République d'Ingouchie au sein de la Fédération de Russie. Boris Eltsine instaure l'état d'urgence en Tchétchénie et envoie des troupes. Elles se retirent au bout de trois jours face à la très forte résistance tchétchène.

1992-1993 : dérive autoritaire et mafieuse du régime Doudaev. Montée de la criminalité. De nombreux Russes commencent à quitter la République.

Mars 1992 : Doudaev refuse de signer le traité de la Fédération de Russie, qui contractualise les relations entre le pouvoir central et les « sujets » de la Fédération.

Juillet 1992 : retrait des troupes russes de Tchétchénie ; leur matériel militaire reste sur place.

Avril 1993 : D. Doudaev dissout le Parlement tchétchène, ainsi que la Cour constitutionnelle et le ministère de l'Intérieur, et renforce son pouvoir autoritaire.

Décembre 1993 : la Tchétchénie ne participe pas au référendum russe sur l'adoption d'une nouvelle Constitution, organisé après le coup de force de B. Eltsine contre le Parlement russe (présidé par le Tchétchène Rouslan Khasboulatov) en octobre.

Novembre 1994 : l'opposition tchétchène anti-Doudaev, appuyée par le pouvoir russe, tente un coup de force contre le président qui réplique.

11 décembre 1994 : premiers bombardements sur la Tchétchénie. Début de la première guerre.

Janvier 1995 : prise du palais présidentiel. Grozny est détruite. Intenses combats de rues.

Juin 1995 : prise d'otages dans un hôpital (sud de la Russie) par Chamil Bassaev.

Juillet 1995 : premier cessez-le-feu, qui ne dure pas.

Décembre 1995 : Dogou Zavgaev, ancien premier secrétaire du parti, est élu avec 95 % des voix président de la Tchétchénie dans une élection organisée par Moscou.

Janvier 1996 : prise d'otages à Kizliar et Pervomaïskaïa (Daghestan) par un commando tchétchène mené par Radouev.

Février 1996 : la Russie entre au Conseil de l'Europe, alors que la guerre se poursuit.

Avril 1996 : Djokhar Doudaev est tué par un missile russe. Zelimkhan Iandarbiev devient président par intérim.

Mai 1996 : les négociations de paix reprennent.

Juin 1996 : élections présidentielles en Russie. Le cessez-le-feu qui venait d'être signé en prévision de ces élections n'est pas respecté.

6 août 1996 : reprise de Grozny par les combattants tchétchènes.

31 août 1996 : accord de cessez-le feu signé à Khassav-Iourt entre Aslan Maskhadov, chef d'état-major, et le général Alexandre Lebed, envoyé spécial de B. Eltsine ; l'accord prévoit que la question du statut de la Tchétchénie doit être décidée par référendum avant fin 2001. On évalue entre 50 000 et 100 000 le nombre de morts dus à la guerre.

Décembre 1996 : six membres du CICR sont assassinés à Starye-Atagui.

Janvier 1997 : Aslan Maskhadov est élu président avec 59,3 % des voix devant C. Bassaev (23,5 %), lors d'élections validées par l'OSCE.

12 mai 1997 : signature d'un accord sur « la paix et les principes de relations mutuelles entre la Fédération de Russie et la République de Tchétchénie-Itchkérie », où les deux parties s'engagent à ne plus utiliser la force armée pour résoudre des problèmes qui surviendraient entre eux.

Aslan Maskhadov ne parvient pas à maintenir l'ordre dans la province, toujours sous la coupe de différents chefs de clans. Le rapt fait figure d'industrie nationale. Des mouvances islamistes prennent pied en Tchétchénie.

Aout 1999 : incursion d'islamistes tchétchènes et daghestanais au Daghestan, en provenance de Tchétchénie, dirigée par le chef de guerre tchétchène Chamil Bassaev et le « commandant » d'origine saoudienne Ibn al Khattab, installé en Tchétchénie. Nomination de Vladimir Poutine au poste de Premier ministre.

5 septembre 1999 : premiers bombardements sur la Tchétchénie. Début de la deuxième guerre.

Septembre 1999 : explosions d'immeubles en Russie (Moscou, Volgograd, Bouïnaksk au Daghestan), qui font plus de trois-cents morts, attribuées sans preuve aux « terroristes

tchéchènes » et non revendiquées. La population russe est terrorisée et approuve massivement la reprise de la guerre de Tchétchénie. Le Kremlin ne reconnaît plus Aslan Maskhadov, stigmatisé comme terroriste.

- 1^{er} février 2000** : prise de Grozny par les forces militaires russes. Nombreuses exactions sur la population civile en particulier, opérations de « nettoyages » massifs, camps de filtration.
- 26 mars 2000** : élection de Vladimir Poutine à la présidence de la Fédération de Russie.
- Avril 2000** : l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe suspend le droit de vote de la délégation russe, qui sera restitué en janvier 2001.
- Juin 2000** : le président Poutine nomme le mufti Akhmad Kadyrov (ancien indépendantiste tchéchène pendant la première guerre) chef de l'administration provisoire.
- Novembre 2001** : premiers pourparlers directs entre les émissaires du Kremlin et de Maskhadov, V. Kazantsev et A. Zakaev, mais sans résultat. Moscou refuse toujours de négocier vraiment, malgré les nombreuses avances faites par Maskhadov.
- Juillet 2002** : nomination par Maskhadov de Bassaev comme chef de l'état-major du Majlis-al-Chura, conseil militaire de la résistance
- Octobre 2002** : le recensement dénombre, officiellement, 1 103 700 personnes en Tchétchénie, soit quasiment autant qu'en 1989 malgré les deux guerres et le départ des populations slaves au début des années 1990.
- 23-26 octobre 2002** : prise d'otages du théâtre de la Doubrovka à Moscou, par un commando tchéchène dirigé par Movsar Baraev. L'assaut des forces spéciales aboutit à l'élimination du commando et à la mort d'une partie des otages, asphyxiés par le gaz utilisé. On dénombre plus de cent morts.
- 23 mars 2003** : adoption d'une nouvelle Constitution lors d'un référendum dont les résultats (80 % de participation et 96 % de oui) sont contestés par tous les observateurs indépendants.

Avril 2003 : à la suite d'un rapport de la commission Bindig, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe demande la création d'un Tribunal pénal international ad hoc pour la Tchétchénie.

Mai-août 2003 : attentats suicides à Znamenskoe (contre le siège du FSB), à Iliskhan-Iourt, à Mozdok, à Grozny. Explosion de femmes kamikazes à Moscou.

5 octobre 2003 : élection d'Akhmad Kadyrov à la présidence de la Tchétchénie avec 82,5 % des suffrages. Il sera assassiné le 9 mai 2004. Les nettoyages de grande ampleur sont moins fréquents, « remplacés » par des arrestations ciblées.

29 août 2004 : « élection » d'un nouveau président à la solde du Kremlin, Alou Alkhanov. Ramzan Kadyrov, fils de l'ancien président, devient vice-Premier ministre.

1^{er} septembre 2004 : un commando terroriste composé en particulier de Tchétchènes et d'Ingouches prend plus de mille enfants et adultes en otage dans une école de Beslan, en Ossétie du Nord, petite République voisine de l'Ingouchie. Après trois jours de siège, les forces spéciales russes donnent l'assaut. Selon le bilan officiel, il y aurait eu 344 civils tués, dont 186 enfants.

23 février 2005 : premier arrêt de la CEDH condamnant la Russie pour des exactions en Tchétchénie.

8 mars 2005 : assassinat de l'ancien président indépendantiste Maskhadov par les forces spéciales russes. À la mi-mars, le Conseil de l'Europe organise une table ronde sur la Tchétchénie, dont la condition pour participer est la reconnaissance de l'intégrité territoriale de la Russie et le renoncement à tout séparatisme. Aucune figure politique représentant la résistance ne peut donc y participer.

Mai 2005 : le successeur de Maskhadov, Abdoul-Khalim Sadoullaev, édicte un décret sur la création d'un Front caucasien uni. La rhétorique islamiste dans la résistance est devenue majoritaire.

Octobre 2005 : « élections » législatives en Tchétchénie, qui parachèvent le processus dit de normalisation politique et de tchéchénisation des institutions.

4 mars 2006 : M. Kadyrov devient Premier ministre de Tchétchénie à la place de M. Sergueï Abramov, blessé dans un accident de la circulation à Moscou. Il est doté de pouvoirs de plus en plus étendus, et revendique une large autonomie financière auprès de Moscou.

Juin 2006 : le « successeur » du président indépendantiste Aslan Maskhadov, Abdoul-Khalim Sadoullaev, est tué. Le chef de guerre Dokou Oumarov, nommé vice-président tchétchène en 2005, succède à Sadoullaev.

Juillet 2006 : mort de Chamil Bassaev, dans des conditions non élucidées.

7 octobre 2006 : assassinat de la journaliste russe Anna Politkovskaïa, de *Novaïa Gazeta*. Elle se rendait régulièrement en Tchétchénie et documentait en particulier les derniers mois les exactions commises par les forces proches du président Kadyrov.

Mars 2007 : à la suite de la démission d'A. Alkhanov, Ramzan Kadyrov est nommé président de Tchétchénie.

Juillet 2007 : Ramzan Kadyrov dit que la « guerre est presque finie, mais qu'il reste quelques terroristes ». La reconstruction matérielle de la République connaît un rythme soutenu.

Novembre 2007 : Dokou Oumarov proclame la création d'un émirat nord-caucasien. Le général Chamanov fait, quant à lui, une déclaration sur l'instabilité au Nord-Caucase et sur l'échec de l'armée russe à contrôler la diffusion de la violence et des actes terroristes en Ingouchie et au Daghestan.

Le bilan des victimes des deux conflits depuis 1994 varie entre 80 000 et 160 000 selon les sources les plus sérieuses. Depuis 1994, plus de 150 000 Tchétchènes vivent hors de leur territoire d'origine, tandis que les estimations sur la population vivant en Tchétchénie donnent un chiffre de 700 000 environ. 3 000 à 5 000 personnes sont portées disparues selon les données de Memorial.

Fin octobre 2007, des centaines de saisines de citoyens russes originaires de Tchétchénie sont pendantes devant la Cour européenne des droits de l'homme. Dix-huit arrêts ont été rendus à ce jour sur la Tchétchénie.